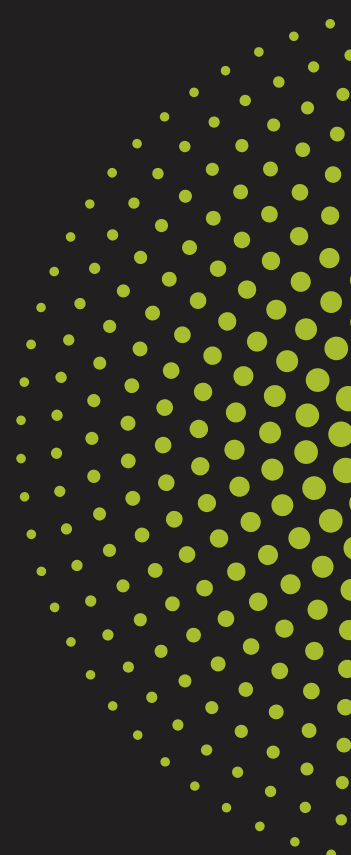




Rapport monitoring média

AVRIL 2026

Résumé exécutif

Le mois d'avril 2026 est marqué par une accumulation de tensions sécuritaires, politiques et civiques d'une intensité inhabituelle. Trois dynamiques majeures se recoupent et se renforcent mutuellement : la gestion d'une tentative de coup d'État présumée impliquant des proches du régime, une crise diplomatique franco-malgache inédite depuis plusieurs décennies, et la répression partielle de manifestants Gen Z réclamant une transition plus inclusive. Dans ce contexte, la mise en agenda médiatique révèle un espace public sous tension, où la parole officielle peine à contenir les récits alternatifs circulant sur les réseaux sociaux.

Thématiques principales	Signal
Sécurité et stabilité institutionnelle	Tentative de coup d'État, drones sur résidence présidentielle, arrestations ciblées, expulsion d'un attaché militaire français
Transition & feuille de route	Chronogramme opaque, Gen Z dans la rue, pressions politiques et sociales
Etat de droit & libertés civiles	Intimidations et arrestations de manifestants, réaction de la société civile

I. SECURITE ET STABILITE INSTITUTIONNELLE

1. Tentative de coup d'état présumée

Faits clés

- 31 mars : 13 personnes déférées au juge d'instruction pour tentative d'assassinat du chef de l'État et projet de coup d'État (Procureur du TPI d'Antananarivo).
- Le colonel Patrick, ex-directeur du Bureau des doléances, interpellé le 16 avril et incarcéré à Tsiafahy ; il diffusait depuis des semaines des accusations contre le régime *via* Facebook.
- Le DG p.i. du Fonds souverain malgache mis en cause pour financement présumé de l'opération.

L'affaire révèle des fractures au sein même des cercles proches du pouvoir. La jonction entre une crise de gouvernance financière (détournements au Fonds souverain) et une menace sécuritaire directe contre le chef de l'État constitue un signal de fragilité institutionnelle majeur. La rapidité des arrestations et la communication judiciaire très médiatisée (quasiment tous les médias analysés) suggèrent une volonté délibérée de démonstration de force.

2. Seconde incident : drones survolant la résidence présidentielle

Faits clés

- Nuit du 12 au 13 avril : 5 drones signalés au-dessus de la résidence du colonel Randrianirina, chef de l'État.
- La Présidence évoque des représailles d' "entités internationales" contestant la politique d'approvisionnement énergétique, ou une riposte de personnes ciblées par les enquêtes de la Cour des Comptes.
- Aucune identification formelle des opérateurs des drones n'a été communiquée publiquement.

La mise en récit de cet incident, avec deux thèses officielles non exclusives, sert un double objectif : légitimer le renforcement sécuritaire et anticiper une rhétorique "anti-étranger" -principalement français- déjà en gestation. La couverture médiatique relativement large (***TVM, IBC, Real TV, Kolo TV, L'Express de Madagascar***) amplifie l'effet d'alerte sans que les faits ne soient vérifiables de façon indépendante.

II. CRISE DIPLOMATIQUE FRANCE-MADAGASCAR

1. Escalade et expulsion d'un diplomate français

Faits clés

- 18 avril : l'ambassade de France qualifie de “rumeurs” les accusations d'un conseiller du chef de l'État malgache impliquant des ressortissants français dans une déstabilisation ; la Présidence de la Refondation prend ses distances.
- Fin avril :
 - Madagascar déclare *persona non grata* le colonel Pierre Couve, attaché de sécurité intérieure à l'ambassade française, pour “agissements incompatibles avec son statut”.
 - En réaction, Paris convoque le chargé d'affaires malgache et rejette catégoriquement toute accusation de déstabilisation.
 - Appel téléphonique entre les deux chefs d'état ; la Présidence de la Refondation qualifie les incidents d’ “actes isolés” dans un signal de désescalade.

Cette crise constitue l'épisode diplomatique bilatéral le plus sérieux depuis les turbulences de la décennie 2000. Elle s'inscrit dans un contexte de repositionnement géopolitique du nouveau pouvoir malgache, dont les déclarations sur la diversification des fournisseurs de carburant signalent une volonté d'autonomisation. La médiation téléphonique de fin avril atténue l'escalade sans la résoudre structurellement. La couverture médiatique nationale est significative mais prudente (***Real TV, IBC, L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Radio Antsiva***), reflet d'une ligne éditoriale sensible aux implications diplomatiques.

III. GOUVERNANCE FINANCIERE

1. Suite du rapport de la Cour des Comptes sur les détournements

Faits clés

- 7 avril : l'organisation de la société civile KMF/CNOE réclame des procès effectifs et le recouvrement des fonds, dénonçant une “justice à deux vitesses”.
- D'autres OSC (ROHY, AVG, CCOC) exigent dans une seconde déclaration officielle la sanction de l'ancien président Andry Rajoelina, de son Premier ministre et de son ministre de l'Économie.
- La société civile insiste sur le recouvrement des avoirs, au-delà des seules peines pénales.

L'affaire reste un marqueur central du discours de légitimation du nouveau régime, qui en fait la preuve de sa rupture avec l'ancien ordre. Le risque est double : une instrumentalisation politique de la justice (ciblage sélectif) et une attente citoyenne très élevée qui, si elle n'est pas satisfaite par des résultats concrets, pourrait se retourner contre le pouvoir actuel. **Midi Madagasikara** couvre de façon continue et critique ce dossier.

IV. TRANSITION POLITIQUE & FEUILLE DE ROUTE

1. Opacité du chronogramme de transition

Faits clés

- La concertation sur la gouvernance électorale, prévue en avril selon le programme de la Refondation, n'a pas été lancée.
- Les phases mars-mai (constitution des équipes, renforcement institutionnel) ne font l'objet d'aucun reporting structuré public.
- Des responsables ministériels confirment l'absence de communication formelle sur le calendrier ; une prise de parole officielle est annoncée “dans les plus brefs délais”.
- La Gen Z et plusieurs acteurs sociopolitiques alertent sur un possible allongement non justifié de la période de transition.

L'absence de visibilité sur le chronogramme est le principal vecteur d'inquiétude dans l'espace public. La couverture médiatique (**Radio Antsiva, L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, MBS**) documente le décalage entre les engagements de la Refondation soumis à la SADC et la réalité observable. Ce silence institutionnel alimente des lectures contradictoires : prudence stratégique selon les médias proches du régime, risque de dérive autocratique selon ceux plus critiques.

2. Le TIM de Ravalomanana en posture de sentinelle

Faits clés

- Marc Ravalomanana demande à ses partisans et les citoyens de “suivre de très près” le chronogramme de transition.
- Le TIM adopte une posture de surveillance critique sans obstruction systématique, revendiquant le rôle de “sentinelle de la démocratie”.
- Le parti dénonce l'absence de dialogue inclusif dans la conduite de la transition.

Le TIM cherche à se repositionner comme acteur de contrôle démocratique légitime, après avoir été écarté du processus. Cette posture politiquement habile leur permet de capitaliser sur les frustrations sans s'exposer à une confrontation directe avec le régime militaire ; car si le parti exprime de sérieuses inquiétudes, elle ne se place pas pour autant dans une posture d'obstruction systématique. (**MBS, Midi Madagasikara**)

3. La Présidence défend sa lecture du processus

Faits clés

- Le chef de l'État affirme que la feuille de route issue de la concertation nationale servira de cadre pour les élections et l'institution de la Ve République.
- Le proposition de la Refondation soumis à la SADC stipule que le délai de 24 mois “dépend du contexte national” et que la concertation nationale sera “souveraine”.
- Ces formulations ouvrent la porte à une révision des échéances, source d'incertitude pour les acteurs politiques et la société civile.

La position officielle maintient une ambiguïté constructive sur les délais. Cette flexibilité rhétorique préserve des marges de manœuvre pour l'organisation d'un processus serein (***TVM, Real TV, Tia Tanindrazana, AZ Radio***) , mais érode la confiance des acteurs -particulièrement la jeunesse- qui attendaient un cadre clair (***L'Express de Madagascar, Aceem Radio***).

V. MOUVEMENT GEN Z & LIBERTES CIVILES

1. Retour dans la rue et arrestations

Faits clés

- 10 avril : le mouvement Gen Z manifeste à Ambohitovo pour un premier rassemblement depuis septembre-octobre 2025, réclamant toujours la dissolution de l'Assemblée nationale, de la CENI et de la HCC.
- À partir du 12 avril : interpellations signalées de membres du mouvement, dont trois jeunes auditionnés par la Brigade criminelle pour “atteinte à la sûreté de l'État, association de malfaiteurs et trouble à l'ordre public”.
- 15 avril : la Police nationale annonce la remise en liberté de deux jeunes ; deux autres maintenus en investigation.
- Amnesty International appelle à la libération immédiate des interpellés, dénonçant une “atteinte flagrante à la liberté d'expression”.
- Le mouvement rejette les accusations de financements politique et étranger avancées par le chef de l'État.

Le traitement médiatique de cet épisode est révélateur des lignes de fracture dans l'espace public : les médias publics et proches du régime (**TVM, Real TV, AZ Radio**) relaient la thèse du “mouvement manipulé” tandis que des organes comme **Midi Madagasikara** et **Viva TV** documentent les interpellations avec une tonalité critique. **Midi Madagasikara** qualifie alors de “menace voilée” les déclarations officielles du PRRM qui se veulent apaisantes.

L'intervention d'Amnesty International qui dénonce une “atteinte flagrante à la liberté d'expression” internationalise le dossier et augmente le coût réputationnel de toute répression supplémentaire, car la criminalisation du militantisme civique, même partielle, est un signal d'alerte pour les acteurs engagés sur les droits humains et la gouvernance démocratique (**Viva TV, L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Gazetiko, Radio Antsiva**).

2. Réactions de la société civile

Faits clés

- 15 avril : déclaration collective d'organisations de la société civile appelant au respect des libertés fondamentales et à la libération des jeunes interpellés.
- Un second communiqué dénonce le “recul de la liberté d'expression et de manifestation” pour un retour des pratiques d'intimidation.
- La société civile et les mouvements de jeunes demandent une pré-concertation inclusive débouchant sur une charte de la transition suspendant la Constitution actuelle.
- Parmi les griefs : gaspillage de ressources publiques, persistance de la corruption, missions coûteuses non justifiées et retour du “culte de la personnalité”.

La convergence entre organisations de la société civile, mouvements de jeunes et ONG internationales crée une coalition de pression dont la visibilité médiatique est significative (**MBS, L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, RDB, Radio Antsiva, Aceem Radio**). Cette coalition adopte un langage de plus en plus structuré (transition concertée, transparente et inclusive) qui fait écho aux critères utilisés par les bailleurs internationaux.

3. Immunité & impunité : le débat

Faits clés

- 7 avril : débat radiophonique sur la **Radio Record** avec les auditeurs, sur l'immunité des élus.
- Convergence des positions : opposition ferme à toute réintroduction ou extension de l'immunité des élus.
- Les auditeurs associent l'immunité à l'impunité et à la corruption passée.

Ce libération de la parole citoyenne, bien que de portée limitée car *via* une émission radiophonique interactive de moins d'une heure, illustre une tendance de fond dans l'opinion : la demande de redevabilité est structurelle et dépasse les clivages politiques.

VI. REFORMES ELECTORALES & CENI

1. Pré-concertation électorale annoncée pour le mois de mai

Faits clés

- La CENI annonce une pré-concertation en mai, ouverte à tous les acteurs électoraux, avec comme objectifs : partager les réalités de l'organisation électorale et préparer les futurs débats sur la réforme.
- Huit grandes thématiques sont prévues : révision des listes électorales, campagnes, dépouillement et comptage des voix, etc.
- L'initiative s'inscrit dans la logique de la CENI de “renforcer sa crédibilité” avant la concertation nationale.

La CENI adopte une posture proactive peu habituelle, possiblement en réponse aux pressions du mouvement Gen Z qui réclame sa dissolution. Cette pré-concertation pourrait constituer un espace de dialogue structurant ; ou, au contraire, un exercice de communication institutionnelle si elle n'est pas suivie d'engagements concrets.

2. Élection contestée du représentant des journalistes à la CENI

Faits clés

- 10 avril : élection du représentant des journalistes à la CENI *via* 41 grands électeurs désignés unilatéralement par le CTOJM (structure intérimaire de l'Ordre des Journalistes de Madagascar).
- Contestations sur la légalité du processus : aucune disposition juridique ne reconnaît au CTOJM la légitimité de représenter l'OJM.
- Les droits de plus de 2.000 journalistes auraient été marginalisés au profit d'une procédure conduite dans la précipitation.

Cet épisode illustre les tensions récurrentes entre légitimité procédurale et impératifs de calendrier institutionnel. D'une part, il met en lumière la faiblesse structurelle de l'Ordre des Journalistes et les risques d'une réforme électorale menée dans l'urgence ; d'une autre part, cela illustre les tensions persistantes autour des mécanismes de désignation au sein de la CENI, dans un contexte où les questions de représentativité, de légalité procédurale et de crédibilité institutionnelle demeurent particulièrement sensibles (**IBC, MBS, Viva TV, Midi Madagasikara**).

TABLEAU DE BORD MEDIATIQUE

Ce tableau synthétise, pour chaque thématique, l'intensité de la couverture et le positionnement éditorial dominant observé ce mois-ci.

Thématiques	Tonalités dominantes
Sécurité / Coup d'état	• Officielle • Alarmiste
Crise diplomatique "France - Madagascar"	• Factuelle • Prudente • Silence
Gouvernance financière	• Critique • Vigilante
Transition & feuille de route	• Interrogative
Liberté civiles et Gen Z	• Contrastée • Alerte
Liberté de la presse	• Consensuelle

Conclusion

Le mois d'avril 2026 aura constitué, dans l'espace médiatique malgache, un moment de cristallisation particulièrement révélateur des tensions qui traversent actuellement le processus de Refondation de la République. Au-delà de la succession des faits rapportés, les traitements médiatiques observés dessinent une dynamique plus profonde : celle d'un pouvoir engagé dans une bataille simultanée de sécurisation politique, de légitimation institutionnelle et de maîtrise du récit national.

L'analyse transversale des contenus médiatiques met en évidence une montée progressive d'un **registre discursif dominé par la sécurité, la menace et la déstabilisation**. Les récits relatifs aux tentatives d'attentat, aux soupçons de complot interne, aux accusations de manipulation étrangère ou encore aux dénonciations de réseaux de corruption contribuent à installer un climat où l'argument sécuritaire tend à devenir une clé centrale de lecture du contexte national. Cette évolution médiatique traduit une reconfiguration du rapport entre gouvernance de transition et espace public : la consolidation du pouvoir semble désormais se construire autant sur la promesse de Refondation elle-même, que sur la nécessité affichée de préserver l'ordre politique face à des menaces présentées comme multiples, internes et externes.

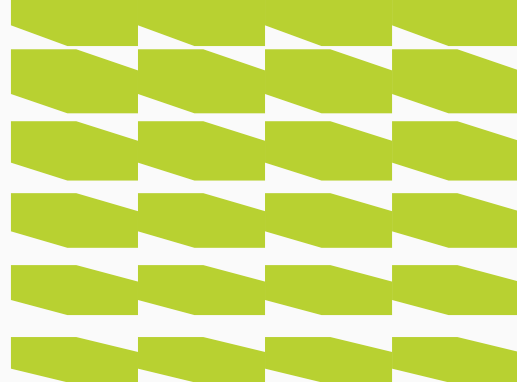
Dans ce contexte, la médiatisation des mouvements contestataires, en particulier celle de la Gen Z, révèle l'existence d'un fossé narratif grandissant entre les aspirations citoyennes exprimées depuis les événements de septembre-octobre 2025 et la temporalité institutionnelle portée par les autorités de la Refondation. Ce décalage nourrit progressivement une crise de lisibilité politique où l'absence de visibilité claire sur le chronogramme, les mécanismes de concertation ou les résultats tangibles des réformes tend à fragiliser le capital de confiance initialement accordé au processus. Par ailleurs, les traitements médiatiques observés montrent que la question des libertés publiques s'impose désormais comme l'un des principaux marqueurs d'évaluation de la crédibilité de la transition.

Les interpellations de membres de la Gen Z, les alertes formulées par les organisations internationales, les appels répétés de la société civile ou encore les débats autour de la liberté de la presse participent à l'émergence d'une vigilance accrue concernant les risques de recentralisation autoritaire du pouvoir.

L'autre enseignement majeur de ce mois réside dans la centralité croissante des enjeux de gouvernance et de lutte contre l'impunité. Les prises de position des organisations citoyennes et des citoyens autour de la question de l' "*immunité = impunité*" traduisent l'installation progressive d'un imaginaire politique fondé sur l'exigence de reddition des comptes.

Enfin, la période analysée met en lumière un phénomène : la compétition croissante entre plusieurs récits de légitimité. D'un côté, le pouvoir cherche à asseoir sa légitimité sur la restauration de l'autorité étatique, la lutte contre les réseaux de corruption et la promesse d'une Ve République. De l'autre, les mouvements citoyens, certaines forces politiques, des segments de la société civile et plusieurs espaces médiatiques revendiquent une légitimité fondée sur l'inclusivité, les libertés publiques, la transparence et la participation démocratique. Cette dualité narrative constitue probablement l'un des principaux enjeux politiques et médiatiques des prochains mois.

Ainsi, le monitoring du mois d'avril révèle une phase de recomposition profonde du rapport entre pouvoir, institutions, médias et société. L'évolution de cette dynamique dépendra largement de la capacité des autorités à transformer la logique de Refondation en processus politiquement lisible, institutionnellement inclusif et socialement crédible. À défaut, le risque demeure que l'espace médiatique (re)devienne progressivement le principal théâtre de polarisation entre discours de restauration de l'ordre et revendications démocratiques, dans un contexte où la bataille pour le contrôle du récit national apparaît désormais aussi stratégique que la maîtrise du pouvoir lui-même.



Merci

Nous vous remercions pour l'intérêt que vous portiez pour la liberté d'expression à Madagascar et l'amélioration de l'environnement journalistique malgache



+261 34 04 273 18



www.ilontsera.mg



Près Lot VS 124
Miandrarivo Ambanidia